

gouvernement économise 3 milliards en frais d'intérêt sur sa dette, déjà bien assez lourde, combien vont économiser toutes les autres personnes qui ont des dettes bien supérieures à ce montant? Il y aura donc de très importantes économies en frais d'intérêt.

Voilà comment l'économie va redémarrer. Les réductions d'impôt sont excellentes, je n'ai rien contre, mais si on veut que l'économie tourne, c'est le secteur privé qui doit redémarrer. C'est ce que rendent possibles des taux d'inflation et d'intérêt faibles. Or, ces taux ont baissé de manière très significative. Les états des profits et pertes de toutes les entreprises au Canada s'en ressentent, tout comme la situation financière des particuliers qui ont des prêts hypothécaires et d'autres dettes à rembourser.

Le sénateur pense que c'est un élément de la politique monétaire qui n'a pas été assez souligné. J'en conviens avec lui et c'est pourquoi j'insiste là-dessus aujourd'hui.

Il y a un autre aspect de la politique monétaire, la valeur du dollar canadien, qui ne m'enthousiasme pas autant. Je me range à l'avis de ceux qui y voient un important facteur pour nos exportations. Je suis soulagé d'apprendre que notre devise est passée d'environ 89c. à environ 84,5c. C'est une baisse appréciable, et j'espère qu'elle se poursuivra.

Le taux d'inflation a baissé, tout comme les taux d'intérêt et la valeur du dollar canadien. Aussi, nous savons que tous les paramètres sont en place pour que l'économie canadienne puisse devenir prospère. À mon avis, le gouvernement ne peut pas relancer l'économie. Il essaie, mais le mieux qu'il a à faire, c'est de ne pas intervenir. Il lui suffit d'administrer convenablement les affaires de l'État et de maintenir les taxes et les impôts le plus bas possible, tout en protégeant ceux qui, dans notre société, ont besoin des programmes sociaux. Il ne faut jamais oublier cela. C'est l'une des fonctions les plus importantes du gouvernement. Même si nous discutons ici de gros sous, nous en sommes tous extrêmement conscients et nous essayons sans cesse de rajuster et de rendre le plus efficaces possibles les programmes sociaux et l'aide que le gouvernement accorde à ceux qui sont sans ressources et qui ont besoin d'aide. Voilà une des raisons pour lesquelles je suis en faveur des modifications apportées au régime de prestations pour enfants.

L'un des grands principes de l'administration d'un budget, c'est que les fonds sont toujours insuffisants. C'est un principe que ne doivent jamais oublier ceux qui s'occupent des finances publiques.

Le deuxième principe à retenir, c'est que ce que le gouvernement dépense, la population ne peut pas le dépenser. En d'autres termes, les contribuables ne sont pas libres de dépenser des sommes que le gouvernement a puisées dans leurs poches. Il faut donc prendre en considération ces deux aspects des finances publiques. N'allez pas en déduire que moins le gouvernement en fait, le mieux nous nous portons. Ce n'est pas du tout ce que je pense. C'est une toute autre question.

Malgré ces deux principes que j'ai essayé d'expliquer, il en est un troisième selon lequel, au Canada, le gouvernement doit s'occuper de ceux qui ont besoin d'aide. Il nous faut donc être prêts à payer pour eux et à leur venir en aide.

La conclusion de tout cela, c'est que, dans la gestion des affaires publiques, le principe des priorités doit toujours avoir préséance. Il n'y a jamais suffisamment d'argent. Il y a

toujours plus de gens qui font des demandes, notamment des groupes d'intérêts particuliers. Par conséquent, il faut absolument établir un système de priorités pour que les finances publiques soient en ordre.

Quant à savoir quelles devraient être ces priorités, on peut en discuter longuement.

● (1140)

Je respecte les opinions qui diffèrent des miennes, mais si vous acceptez le principe des priorités, alors là vous approchez de la perfection. Par conséquent, la question des priorités est liée au programme d'aide sociale à l'enfance. En ce qui concerne Avec les programmes universels—je sais que ce je vais dire ne fera pas l'unanimité—j'ai soutenu toute ma vie qu'il n'y avait jamais assez d'argent pour qu'ils soient efficaces. Les riches comme les pauvres touchent de l'argent, mais l'ennui, c'est que les riches n'en ont pas de besoin et que les pauvres n'en reçoivent pas assez pour répondre à leurs besoins. La solution consiste à concentrer l'aide sur les gens dans le besoin, ce mot étant entendu au sens le plus large possible. Il s'ensuit que les riches n'ont pas droit à cette aide et que les pauvres en auront besoin, et encore plus qu'ils n'en reçoivent actuellement.

Des voix: Oh, oh!

Le sénateur Roblin: Avec la nouvelle politique—vous n'êtes pas tenus de la trouver parfaite—, les riches qui n'ont pas besoin de cet argent ne le toucheront et les pauvres qui en ont besoin en recevront un petit peu plus. Soit, les bénéficiaires ne seront peut-être pas tous de vrais pauvres et ce n'est probablement pas assez, mais le principe est louable et c'est pourquoi j'y adhère.

Vous devez surveiller l'application de ce principe, compte tenu de la diversité des réseaux sociaux dans notre pays. Je reconnais qu'il y a matière à discussion et que le programme ne s'applique plus de façon universelle si je peux me permettre cet adjectif, mais, dans ce cas-ci, je crois qu'on peut parler d'application universelle. Voilà pourquoi j'estime que cette politique mérite notre appui.

Honorables sénateurs, conformément au nouveau Règlement, à la fin des 15 minutes réservées aux personnes qui comme moi veulent parler du budget, je reviendrai à mon sujet. Le budget n'est pas parfait. La gestion du gouvernement n'est pas parfaite. Cela va de soi, nous sommes des êtres humains après tout et nous pouvons toujours apporter des améliorations. Quant à moi, je vais prêter une oreille attentive aux gens qui ont quelque chose à suggérer pour obtenir un meilleur système de priorités fondé sur ce principe. Je vais les écouter, car je sais bien que la sagesse n'est pas l'apanage des sénateurs qui siègent de ce côté-ci seulement. Nous écouterons ce que les autres ont à dire.

Pour l'essentiel—et c'est tout ce qu'on peut examiner aujourd'hui—ce budget est utile. Les impôts baissent un peu, le déficit diminue légèrement, les services publics sont étroitement contenus et les questions monétaires, dont mon collègue a parlé à juste titre, sont encourageantes. Le taux d'inflation est maintenant plus bas que nous n'aurions pu le rêver il y a trois ou quatre ans. Si les taux d'intérêt continuent à baisser et si la valeur du dollar décroît graduellement, la situation ne pourra que s'améliorer. Si l'on permet à tous ces éléments d'agir, la politique sera dans l'ensemble efficace et, en dépit de tous les